

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
0339596714  
25000 Besançon

Besançon, le 23/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SODEX HUMBERT**

32 rue Alfred Péchin  
90500 Beaucourt

Références : UID257090/SPR/JJ/2025 2204A  
Code AIOT : 0005901333

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement SODEX HUMBERT implanté 32 rue Alfred Pechin 90500 Beaucourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale sur les produits chimiques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SODEX HUMBERT
- 32 rue Alfred Pechin 90500 Beaucourt
- Code AIOT : 0005901333
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise Sodex Humbert est spécialisée dans le domaine du traitement de surface des métaux : zinc et zinc nickel, traitement de pièces unitaires, de moyennes et grandes séries.

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet
5	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet
6	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
7	Installations électriques - chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 alinéa 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence une gestion des produits dangereux conforme aux points de réglementation contrôlés dans le cadre de l'action régionale.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 49 - Etat des matières stockées.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un tableau de suivi, tenu sous format Excel, recensant les produits chimiques présents sur le site. Ce tableau est à jour et comprend les informations principales exigées, à savoir : la dénomination des produits, leur nature, les quantités stockées, leur localisation sur le site, ainsi que les risques associés (familles de danger telles qu'inflammables, corrosifs, etc.). Le document intègre également les données relatives aux zones de rétention.

Un plan de localisation des produits stockés est disponible ; celui-ci est cohérent avec les zones de stockage observées sur le terrain. L'exploitant a cependant été indiqué qu'un plan plus détaillé serait prochainement réalisé afin d'améliorer la précision des informations.

L'exploitant met à disposition un classeur regroupant les fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques utilisés et stockés sur le site. Ce classeur a été présenté lors de l'inspection. Un sondage a été réalisé sur trois produits : **Hcl, Neutra 45 et Picklane 50**. Pour chacun d'eux, les informations relatives à la quantité, à la nature et à la localisation sont cohérentes avec celles figurant dans l'état des stocks fourni par l'exploitant.

Enfin, il a été précisé par l'exploitant que les services d'incendie et de secours (SDIS) effectuent une visite du site tous les deux ans, la dernière datant d'environ un mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1

**Thème(s) :** Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

#### **Prescription contrôlée :**

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :

a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,

b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou

c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »

**Constats :**

Trois fiche de données de sécurité (FDS) ont été vérifiées par sondage lors de l'inspection : Hcl, Neutra 45 et Picklane 50. L'exploitant a indiqué être en cours de mise en place d'un système de vérification périodique afin de garantir la validité des FDS. Il est prévu que l'ensemble des FDS soit centralisé dans un classeur spécifique, accessible à la fois dans une boîte aux lettres dédiée sur site et via le réseau informatique de l'entreprise.

Les FDS sont actuellement mises à disposition des travailleurs à la fois en version papier, consultable sur site, et en version numérique sur le réseau interne. Ces documents sont facilement accessibles aux personnels susceptibles d'être exposés aux substances.

L'exploitant utilise exclusivement les FDS fournies par les fabricants ou fournisseurs, n'élaborant lui-même aucun mélange chimique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6

**Thème(s) :** Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

**Prescription contrôlée :**

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;
- 2) identification des dangers;
- 3) composition/informations sur les composants;
- 4) premiers secours;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle;
- 7) manipulation et stockage;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle;
- 9) propriétés physiques et chimiques;
- 10) stabilité et réactivité;
- 11) informations toxicologiques;
- 12) informations écologiques;
- 13) considérations relatives à l'élimination;
- 14) informations relatives au transport;
- 15) informations relatives à la réglementation;
- 16) autres informations.

**Constats :**

Dans le cadre du contrôle documentaire, les fiches de données de sécurité (FDS) des trois produits chimiques précédemment cités, **Hcl, Neutra 45 et Picklane 50**, ont été examinées. Toutes comportent les **16 rubriques réglementaires** exigées par l'article 31.6 du règlement REACH,

<p>y compris les informations relatives à l'identification du produit, aux dangers, à la manipulation, à l'élimination et à la réglementation applicable.</p> <p>Les FDS examinées sont datées et conformes à la structure définie.</p> <p>Concernant l'étiquetage, les récipients contenant ces substances étaient étiquetés de manière conforme : les étiquettes sont rédigées en français, comportent les pictogrammes de danger et les mentions obligatoires, et sont en cohérence avec les informations figurant sur les FDS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>5.1 mesures de lutte contre l'incendie;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, trois extincteurs à poudre ont été observés sur le site, en cohérence avec les recommandations figurant dans les fiches de données de sécurité (FDS) des produits concernés. Les extincteurs positionnés à proximité des zones de stockage de substances dangereuses, sont accessibles.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces équipements sont à jour, comme en attestent les étiquettes de contrôle présentes sur les appareils. Ces moyens de lutte contre l'incendie sont donc disponibles, conformes, et en adéquation avec les prescriptions de la rubrique 5.1 des FDS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Produits incompatibles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>7.1.1 : recommandations de manipulation</p> <p>7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, les conditions de manipulation et de stockage des trois produits ont été vérifiées sur la base des informations contenues dans leurs fiches de données de sécurité (FDS). La compatibilité des produits a été examinée au regard des recommandations figurant aux</p>

rubriques 7.1.1 et 7.2 de leurs FDS respectives.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ».</p> <p>- rubrique 10.5 de la FDS : matières incompatibles Il y a lieu de mentionner les familles de substances ou de mélanges, ou les substances spécifiques, telles que l'eau, l'air, les acides, les bases, les agents oxydants, avec lesquelles la substance ou le mélange pourrait réagir en générant une situation dangereuse (par exemple une explosion, un rejet de matières toxiques ou inflammables, ou une libération de chaleur excessive) et, le cas échéant, de décrire brièvement les mesures à adopter pour gérer les risques associés à ces dangers</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les informations figurant dans la rubrique 10.5 des fiches de données de sécurité (FDS) ont été prises en compte pour cette évaluation. Il n'a pas été constaté de produits incompatibles sur une même rétention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Installations électriques - chauffage des bains**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54 alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par échantillonnage, il a été constaté que les bains chauds sont équipés de sondes de température et de niveau, reliées à un système d'alarme déclenché en cas de dépassement ou de baisse anormale des seuils. Ce dispositif est couplé à une coupure automatique du système de chauffage.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------